

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demander le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 29 mai 1936**, portant application aux colonies protectorats et territoires sous mandat, relevant du ministère des colonies des décrets du 28 août 1935 et 30 octobre 1935 concernant le *prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques*. (Arrêté de promulgation du 30 juin 1936). 366
- Décret du 28 mai 1936**, rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 portant modification du *livre 3 du code de commerce intitulé « des faillites et des banqueroutes »*. (Arrêté de promulgation 3 juillet 1936). 367
- Décret du 28 mai 1936**, rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatif aux *droits des obligations d'un même emprunt*. (Arrêté de promulgation du 3 juillet 1936). 367
- Décret du 29 mai 1936**, étendant aux colonies et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi du 6 juillet 1934 relatif au *commerce de brocanteur*. (Arrêté de promulgation du 3 juillet 1936). 368
- Décret du 3 juin 1936**, modifiant le décret du 30 décembre 1942 relatif au *régime financier des colonies*. (Arrêté de promulgation du 7 juillet 1936). 368

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté n° 179, du 12 mai 1936**, modifiant le *taux de la taxe compensatrice* en ce qui concerne certains articles importés au territoire du Togo. 370
- Arrêté n° 214, du 27 mai 1936**, complétant l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant *codification de l'inspection des produits*. 370
- Décision n° 238, du 20 juin 1936**, étendant à la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre) les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1936 portant *organisation du commandement indigène au Togo*. 370
- Arrêté n° 239, du 23 juin 1936**, approuvant différents rôles *supplémentaires de l'exercice 1936*. 370
- Arrêté n° 243, du 25 juin 1936**, portant approbation du compte définitif du *budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1935*. 371
- Arrêté n° 244, du 25 juin 1936**, portant règlement du *compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1935*. 372
- Arrêté n° 245, du 25 juin 1936**, portant 1°) abrogation de l'arrêté n° 128 du 17 mars 1936 ouvrant des *crédits supplémentaires au budget local exercice 1935*. 2°) annulation de crédits à la *section extraordinaire du budget local* pour l'exercice 1935. 372
- Arrêté n° 252, du 1^{er} juillet 1936**, abrogeant l'arrêté n° 354 du 6 août 1935 rendant applicables au personnel des cadres locaux européens et indigènes du Togo les dispositions du décret du 16 juillet 1935 augmentant les *délais de l'avancement*. 373
- Arrêté n° 254, du 2 juillet 1936**, portant organisation territoriale du *cercle du sud*. 373
- Arrêté n° 255, du 2 juillet 1936**, portant organisation territoriale du *centre*. 374

Actes divers concernant le personnel européen (Nominations, affectations, congés, et passages)	377
Actes divers concernant le personnel indigène (Congés, permissions, engagements, licenciement)	378
Forces de police	378
Nominations chefs de canton	379
Autorisations importations	380
Divers	380
Election chambre de commerce	380
École primaire supérieure (Victor BALLOT)	380
Affectation spéciale - Classement	381
Caisse d'épargne	381
Avis	381
Domaines	382
Bulletin météorologique	383

PARTIE NON OFFICIELLE

Etude de M ^e Raymond Viale, avocat-défenseur à Lomé	385
Annonces	385

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques

ARRETE N° 251 promulguant au Togo le décret du 25 mai 1936 portant application aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère, des décrets des 28 août 1935 et 30 octobre 1935 concernant le prélèvement général de 10 pour 100 sur les dépenses publiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 25 mai 1936 portant application aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère, des décrets des 28 août 1935 et 30 octobre 1935 concernant le prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 mai 1936 portant application aux colonies protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère, des décrets des 28 août 1935 et 30 octobre 1935 concernant le prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 juin 1936.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 25 mai 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 28 août 1935 prévoit que les entreprises concessionnaires ou subventionnées, ne consacrant qu'une partie de leur activité à un service public sont assujetties au prélèvement général de 10 p. 100, si le service public fait l'objet de leur exploitation principale dont il donne, également, la définition. L'article 1^{er} de ce texte a été complété par décret du 30 octobre 1935.

La réglementation spéciale instituée par les décrets-lois concernant les entreprises assurant un service public ayant été promulguée aux colonies, il y aurait lieu d'étendre à nos possessions les dispositions des deux décrets précités. Cette mesure aurait, en effet, l'avantage de préciser les règles applicables aux entreprises dont l'activité est répartie entre des services publics et des services privés.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre ci-inclus à votre haute sanction, un projet du décret préparé à cet effet.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies, dudit décret du 16 juillet 1935;

Vu le décret du 28 août 1935 fixant les modalités d'application du même décret aux entreprises ne consacrant qu'une partie de leur activité à l'exploitation d'un service public;

Vu le décret du 30 octobre 1935 complétant l'article 1^{er} du décret susvisé du 28 août 1935;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décrets des 28 août et 30 octobre 1935 fixant les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 aux entreprises qui ne consacrent qu'une partie de leur activité à l'exploitation d'un service public sont applicables aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Des faillites et des banqueroutes

ARRETE N° 256 promulguant au Togo le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé « Des faillites et des banqueroutes ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 28 mai 1936 rendant applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé « des faillites et des banqueroutes »;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé « des faillites et des banqueroutes ».

Porto-Novo, le 3 juillet 1936.
BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les actes qui ont rendu applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat le code de commerce ainsi que les dispositions législatives ou réglementaires qui l'ont modifié ou complété;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé des faillites et des banqueroutes;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 8 août 1935 portant modification du livre III du code de commerce intitulé des faillites et des banqueroutes, sont rendues applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel des colonies, visées à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 mai 1936.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Droits des obligataires d'un même emprunt

ARRETE N° 257 promulguant au Togo le décret du 28 mai 1936 rendant applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 28 mai 1936 rendant applicable aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous mandat le décret du 28 mai 1936 rendant applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies les dispositions de la loi du 16 juillet 1934 et du 8 août 1935 relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt.

Porto-Novo, le 3 juillet 1936.
BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 16 juillet 1934 et le décret-loi du 8 août 1935, relatifs aux droits des obligataires d'un même emprunt;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies :

1^o — Les articles 1^{er} et 2 de la loi du 16 juillet 1934 relative aux droits des porteurs d'obligations d'un même emprunt;

2^o — Le décret du 8 août 1935 relatif aux droits d'obligataires d'un même emprunt.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel des colonies et territoires visés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 mai 1936.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :
Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Commerce de brocanteur

ARRETE N° 258 promulguant au Togo le décret du 29 mai 1936 étendant aux colonies et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, la loi du 6 juillet 1934 relative au commerce de brocanteur.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 29 mai 1936 étendant aux colonies et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Côte des Somalis, la loi du 6 juillet 1934 relative au commerce de brocanteur;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 mai 1936 étendant aux colonies et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Côte des Somalis, la loi du 6 juillet 1934 relative au commerce de brocanteur.

Porto-Novo, le 3 juillet 1936.
BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 29 mai 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Une loi du 15 février 1898, étendue depuis à la plupart de nos possessions d'outre-mer, a réglementé en France le commerce de brocanteur en vue de permettre une surveillance effective des individus qui l'exercent et d'éviter le recel des objets volés.

Cette loi a été modifiée pour la métropole par la loi du 6 juillet 1934 qui a exempté de la législation spéciale aux brocanteurs les marchands qui alimentent leur commerce par des achats effectués exclusivement à des marchands patentés ou inscrits au registre du commerce.

Il nous est apparu nécessaire dans ces conditions afin de maintenir un certain parallélisme entre la législation métropolitaine et la législation coloniale en cette matière, d'étendre les dispositions de la nouvelle loi dans les colonies, protectorats ou territoires où cette réforme peut être envisagée sans inconvénient.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
YVON DELBOS.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 en ses articles 6, 8 et 18;

Vu la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur;

Vu les décrets des 5 mai 1906 et du 15 juin 1907 étendant à la Guadeloupe et à la Réunion la loi susvisée du 15 février 1898;

Vu le décret du 16 mars 1909 réglementant en Cochinchine la profession de brocanteur;

Vu le décret du 28 juillet 1933, abrogeant le décret du 16 mars 1909 pour la Cochinchine et étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Guadeloupe et de la Réunion, les dispositions de la loi du 15 février 1898 susvisée;

Vu la loi du 6 juillet 1934 complétant l'article 1^{er} de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 6 juillet 1934 complétant l'article 1^{er} de la loi du 15 février 1898 sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun à l'exception de la Côte française des Somalis.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française ainsi qu'au journal officiel des colonies et territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mai 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Jacques STERN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
YVON DELBOS.

Régime financier des colonies

ARRETE N° 260 promulguant au Togo le décret du 3 juin 1936 modifiant le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 3 juin 1936 modifiant le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 juin 1936 modifiant le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 7 juillet 1936.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 3 juin 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Il nous est apparu qu'il y aurait intérêt à simplifier la procédure contentieuse, suivie aux colonies, en ma-

tière de contributions directes, et à étendre à nos possessions d'outre-mer, dans la mesure où cela est possible, les règles applicables, en l'occurrence, dans la métropole.

A cet effet, nous avons préparé un projet de décret qui tend à abroger et à remplacer par des dispositions nouvelles les articles 173, 174 et 177 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Tel est l'objet du texte que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratifs dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion et réglant la procédure à suivre devant ces conseils;

Vu le décret du 7 septembre 1881 rendant applicable à toutes les colonies françaises les dispositions du décret précité du 5 août 1881;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes les articles 173, 174 et 177 du décret du 30 décembre 1912 susvisé :

Art. 173. — Les demandes en décharges ou en réduction doivent être adressées au gouverneur dans les trois mois de la mise en recouvrement des rôles, par le contribuable figurant à un rôle nominatif ou par le fonctionnaire chef de la circonscription administrative, s'il s'agit de rôles numériques établis par villages ou de rôles récapitulatifs dressés au nom d'une agence spéciale.

Dans le cas de double emploi ou de faux emploi, le délai de réclamation, en ce qui concerne les demandes formulées par un contribuable inscrit sur un rôle nominatif, ne prend fin que trois mois après le jour où le contribuable a eu connaissance de son imposition par les premières poursuites avec frais dirigées contre lui. Lorsque des erreurs d'imposition sont constatées, soit à la suite d'une demande du contribuable intéressé, soit par toute autre voie, les cotes ou portions de cotes formant surtaxe peuvent à toute époque être inscrites d'office sur les états de dégrèvements.

Les demandes en décharge ou en réduction, ainsi que les états de dégrèvements d'office établis par les comptables, sont soumis au gouverneur, qui décide en conseil du rejet ou de l'admission totale ou partielle de ces demandes. Lorsque la décision du gouverneur ne donne pas entière satisfaction au demandeur, celui-ci a la faculté, dans le délai de trois mois, à partir du jour où il a reçu notification de cette décision, de porter le litige devant le conseil du contentieux qui prononce, sauf recours devant le conseil d'Etat.

Art. 174. — Les demandes en remise ou en modération doivent être adressées au gouverneur dans le mois

de l'événement qui les motive, sauf celles motivées par la gêne ou l'indigence du contribuable, lesquelles peuvent être formées à toute époque. Les demandes en remise de pénalité ou de majoration pour payement tardif doivent être présentées dans un délai de deux mois à partir du jour où le contribuable a eu connaissance de sa dette par les premières poursuites avec frais.

Le gouverneur prononce en conseil sur ces demandes, sauf appel par la voie gracieuse au ministre des colonies.

Art. 177. — Dans les trois mois qui suivent la mise en recouvrement des rôles nominatifs, les comptables chargés de la perception des impôts directs peuvent établir des états de cotes indûment imposées comprenant les cotes établies par faux et double emploi manifeste ainsi que les cotes leur paraissant avoir été établies à tort, mais pour ces dernières seulement lorsqu'il s'agit de contribuables qui ne peuvent réclamer eux-mêmes ou dont le domicile est inconnu.

Les articles indûment imposés que, faute de renseignements suffisants, le comptable n'aurait pu inscrire sur ces états pourront être portés sur les états primitifs de cotes irrécouvrables visés ci-après. Les demandes des comptables sont soumises au gouverneur qui statue en conseil dans un délai de trois mois à compter de la réception.

Dans le délai de trois mois à partir du jour où il a reçu notification de la décision du gouverneur, le comptable a la faculté, si cette décision ne lui donne pas satisfaction, de porter l'instance devant le conseil du contentieux. Le conseil du contentieux statue sur ces demandes, sauf pourvoi devant le conseil d'Etat.

Dans les deux premiers mois de la deuxième année suivant celle de l'exercice auquel les rôles sont attachés, les comptables chargés de la perception des impôts directs présentent au gouverneur des états primitifs de cotes irrécouvrables, avec l'indication des frais de poursuite qui ont été engagés pour obtenir le recouvrement. Dans les deux premiers mois de la troisième année suivant celle de l'exercice, des états supplémentaires de cotes irrécouvrables peuvent être présentés au gouverneur. Ces états peuvent comprendre des cotes présentées pour la première fois comme irrécouvrables et des cotes qui, ayant été portées sur les états primitifs, n'ont pas été admises en non valeur.

Le gouverneur, en conseil, prononce sur les états de cotes irrécouvrables, sauf appel auprès du ministre des colonies, qui prend l'avis du ministre des finances. Les états de cotes irrécouvrables doivent être instruits et jugés avant le premier octobre de chaque année. Le montant des cotes admises en non-valeur est régularisé comme il est dit à l'article 175 au sujet des dégrèvements accordés aux contribuables.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 3 juin 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taux de la taxe compensatrice

ARRETE N° 179 modifiant le taux de la taxe compensatrice en ce qui concerne certains articles importés au territoire du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice, notamment en son article 3;

Vu l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 fixant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté 507 du 9 novembre 1935 portant suppression de la taxe de circulation sur les essences et pétroles et modifiant les taux de la taxe sur le chiffre d'affaires;

Vu la convention intervenue à Aného le 5 novembre 1931 entre le lieutenant-gouverneur du Dahomey et le Commissaire de la République au Togo;

La chambre de commerce du Togo consultée;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté 337 du 23 juillet 1935 est complété comme suit :

Le taux de la taxe compensatrice est fixé à 5% de la valeur des articles imposables sauf pour les articles ci-dessous désignés pour lesquels les taux applicables sont les suivants :

Essences	35%
Pétroles	25%
Huiles de graissage	25%
Pneus, bandages, chapes, chambres à air, pièces détachées pour automobiles et motocyclettes et velos moteurs	14%

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 mai 1936.

Pour le Commissaire de la République :

L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

Approuvé par télégramme ministériel n° 90 du 8 juillet 1936.

Inspection des produits

ARRETE N° 214 complétant l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 16 septembre 1934 portant codification de l'inscription des produits, et tous textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu les lettres des 20 avril et 13 mai 1936 du président de la chambre de commerce du Togo;

Sous réserve de ratification en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe « a » de l'article 12 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 est complété comme suit :

« Etre saines et sèches, sans mauvaise odeur ni moisissure ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 27 mai 1936.

DESANTI.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 25 juin 1936.

Le Commissaire de la République,
BOURGINE.

Organisation du commandement indigène au Togo

DECISION N° 238 étendant à la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre) les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du centre;

Vu l'arrêté du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Sur la proposition du commandant du cercle du centre;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues au canton de Nuatja (subdivision d'Atakpamé cercle du centre) les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1936, portant organisation du commandement indigène au Togo.

ART. 2. — Le commandant du cercle du centre et l'administrateur supérieur sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 juin 1936.

BOURGINE.

Rôles supplémentaires

ARRETE N° 239 approuvant différents rôles supplémentaires de l'exercice 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt personnel;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1929 réglementant l'impôt sur la population flottante et l'arrêté n° 504 du 9 novembre 1935 le modifiant;

Vu l'arrêté du 9 novembre 1935 fixant le taux du rachat des prestations;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la contribution foncière sur les immeubles bâtis et non bâtis situés sur les centres urbains et l'arrêté n° 577 du 22 novembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente et l'arrêté n° 501 du 9 décembre 1935 le modifiant;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 réglementant l'impôt de la licence et l'arrêté du 9 novembre 1935 le modifiant les taux;

Vu l'arrêté n° 508 du 9 novembre 1935 portant suppression de la taxe sur les véhicules et réglementant la taxe sur les bicyclettes;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 sur les permis de port d'armes et l'arrêté n° 503 du 9 novembre 1935 en modifiant les taux;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'hygiène;

Vu l'arrêté n° 658 du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'assistance médicale indigène et en fixant les taux;

Vu l'arrêté n° 435 du 4 octobre 1926 portant institution de centimes additionnels à certaines contributions perçues sur rôles profitant au budget local;

Vu l'arrêté n° 597 du 14 novembre 1927 fixant le taux

des centimes additionnels aux patentes profitant à la chambre de commerce;

Vu l'arrêté n° 109 du 16 février 1934 approuvant la délibération de la commission municipale de la C. M. de Lomé en date du 31 janvier 1934 instituant une imposition de dix centimes additionnels au principal de certaines contributions directes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936, dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme globale de quatre vingt onze mille six cent trente cinq francs, (91.635 frs.).

N°	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune mixte	
103	Lomé-ville (Trésor)	Impôt personnel et taxe additionnelle	4.886,00	—	208,00	5.094,00
		Rachat prestations sur européens	780,00	—	—	780,00
		Taxe d'hygiène	1.120,00	—	—	1.120,00
		Taxe sur armes perfectionnées	20,00	—	2,00	22,00
104	Lomé-ville	Patentes	6.830,00	2.390,50	683,00	9.903,50
105	(Agence)	Licences	150,00	75,00	15,00	240,00
106	Anécho	Taxe sur bicyclettes	5.920,00	1.776,00	—	7.696,00
107	—	Licences	150,00	75,00	—	225,00
108	Tsévié	Patentes	8.895,00	3.113,25	—	12.008,25
109	—	Licences	150,00	75,00	—	225,00
110	—	Taxe sur armes de traite	9.670,00	—	—	9.670,00
111	—	Taxe sur les bicyclettes	1.940,00	582,00	—	2.522,00
112	Palimé	Patentes	1.045,00	365,75	—	1.410,75
113	—	Licences	150,00	75,00	—	225,00
114	—	Taxe sur armes perfectionnées	80,00	—	—	80,00
115	—	Taxe sur les bicyclettes	40,00	12,00	—	52,00
116	Atakpamé	Patentes	24.710,00	8.648,50	—	33.358,50
117	—	Licences	225,00	112,50	—	337,50
118	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,00	—	—	20,00
119	—	—	240,00	—	—	240,00
120	—	Taxe sur armes de traite	585,00	—	—	585,00
121	—	Taxe sur les bicyclettes	320,00	96,00	—	416,00
122	Sokodé	Patentes	590,00	206,50	—	796,50
123	—	Taxe sur les bicyclettes	480,00	144,00	—	624,00
124	Bassari	—	200,00	60,00	—	260,00
125	Lama-Kara	Patentes	1.940,00	679,00	—	2.619,00
126	Sansanné-Mango	Patentes	780,00	273,00	—	1.053,00
127	—	Taxe sur les bicyclettes	40,00	12,00	—	52,00
TOTAUX			71.956,00	18.771,00	908,00	91.635,00

ART. 2. — La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 25 juin 1936.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1936.

BOURGINE.

Budget de la chambre de commerce

ARRETE N° 243 portant approbation du compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo; ensemble tous actes subséquents le complétant ou le modifiant notamment l'arrêté du 12 juillet 1928;

Vu l'arrêté 265 du 8 juin 1935 portant approbation du compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1934;

Vu le rapport n° 106 du 9 juin 1936 du président de la chambre de commerce du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article premier de l'arrêté 265 du 8 juin 1935 portant approbation du compte définitif du budget de la

chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1934 ainsi libellé :

« La situation du fonds de réserve de la chambre de commerce du territoire du Togo à la clôture de l'exercice 1934 est arrêtée ainsi qu'il suit :

« Excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs à l'exercice 1934 254.203,44

« Balance créditrice de l'exercice 1934 20.154,08

274.357,52

Est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La situation du fonds de réserve de la chambre de commerce du territoire du Togo à la clôture de l'exercice 1934 est arrêtée ainsi qu'il suit :

« Excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs à l'exercice 1934 254.203,44

« Balance créditrice de l'exercice 1934 20.154,12

274.357,56

ART. 2. — Est approuvé le compte définitif du budget de la chambre de commerce du territoire du Togo pour l'exercice 1935, dont l'arrêté s'établit comme suit :

Recettes 252.321,20

Dépenses 268.251,32

d'où il résulte un excédent des dépenses sur les recettes de 15.930,12

La situation du fonds de réserve de la chambre de commerce du territoire du Togo à la clôture de l'exercice 1935 est arrêtée ainsi qu'il suit :

Excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs à l'exercice 1935 274.357,56

Déficit résultant de l'exécution du budget pour 1935 15.930,12

Situation du fonds après clôture exercice 1935 258.427,44

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 25 juin 1936.

BOURGINE.

Compte administratif de la commune mixte de Lomé

ARRETE N° 244 portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant le commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de la délibération de la commission municipale de Lomé en date du 5 mai 1936;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune mixte de Lomé, pour l'exercice 1935, est arrêté comme suit :

En recettes à un million vingt six mille trois cent vingt et un frs. trente sept centimes (1.026.321 f, 37);

En dépenses à un million six mille huit cent vingt sept francs treize centimes (1.600.827 f, 13).

Laissant un excédent de recettes de dix neuf mille quatre vingt quatorze francs vingt quatre centimes (19.494 f, 24) qui entrera dans les ressources de l'exercice courant.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1935 et dont le montant s'élève à cent soixante dix neuf mille sept cent vingt sept francs quatre vingt sept centimes (179.727,87).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 25 juin 1936.

BOURGINE.

Budget local

ARRETE N° 245 portant 1° abrogation de l'arrêté n° 128 du 17 mars 1936 ouvrant des crédits supplémentaires au budget local exercice 1935, 2° annulation de crédits à la section extraordinaire du budget local pour l'exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la circulaire ministérielle n° C. D. 15 du 1^{er} juillet 1935 concernant la constatation budgétaire du produit du prélèvement exceptionnel sur les traitements;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du territoire du Togo pour l'exercice 1935;

Vu l'arrêté n° 128 du 17 mars 1936 portant ouverture de crédits supplémentaires;

Vu la dépêche n° 10 du 9 mai 1936 et le radiogramme ministériel n° 81 du 19 juin 1936 approuvant certaines mesures proposées par l'administration locale par lettre n° 256 du 30 mai 1936;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 128 du 17 mars 1936 portant ouverture de crédits supplémentaires à la section extraordinaire du budget local pour l'exercice 1935.

ART. 2. — Est annulé le crédit de cent quarante mille francs (140.000 frs.) inscrit au budget primitif même exercice au chapitre XX, article 9, paragraphe unique sous la rubrique « reversement à la caisse de réserve du produit du prélèvement exceptionnel sur les traitements ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juin 1936.

BOURGINE.

Délais de l'avancement

ARRETE N° 252 abrogeant l'arrêté n° 354 du 6 août 1935 rendant applicables au personnel des cadres locaux européens et indigènes du Togo, les dispositions du décret du 16 juillet 1935 augmentant les délais de l'avancement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 354 du 6 août 1935 rendant applicables au personnel des cadres locaux européens et indigènes du Togo les délais de l'avancement;

Vu le câble circulaire II du 20 juin 1936 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé, l'arrêté du 6 août 1935 susvisé rendant applicables au personnel des cadres locaux européens et indigènes du Togo, les dispositions du décret du 16 juillet 1935 augmentant les délais de l'avancement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 1^{er} juillet 1936.
BOURGINE.

Organisation territoriale du cercle du sud

ARRETE N° 254 portant organisation territoriale du cercle du sud.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les arrêtés des 24 et 31 mai 1934 déterminant les limites de la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle du sud tel qu'il est défini par l'arrêté du 4 septembre 1935 susvisé comprend :

- 1° — La subdivision de Lomé;
- 2° — La subdivision de Tsévié;
- 3° — La subdivision d'Anécho.

ART. 2. — La subdivision de Lomé est constituée par : le Territoire de la commune mixte de Lomé;

Les cantons de :

Bagida,	Aflao,
Bé,	Aképe,
Agouévé,	Noépé.

ART. 3. — La subdivision de Tsévié est constituée par les cantons et les villages suivants :

- 1° — Canton d'Abobo;
- 2° — Canton d'Akoviépé;

3° — Canton d'Awé. — Composé des villages de :

Agbessia,	Edji,
Agnoroh,	Kéwé-Dédomé,

Agoudja-Badja,
Alagbé,
Ando,
Apéyéme,
Assahoun,
Ati,
Badja,
Bagbé,

4° — Canton de Bogamé;

5° — Canton de Dekpo;

6° — Canton de Djagblé;

7° — Canton de Lébé;

8° — Canton de Mission-Tové;

9° — Canton de Noépé;

10° — Canton d'Adangbé;

11° — Canton d'Agbatopé. — Composé des villages de :

Davédi,	Agbatopé.
---------	-----------

Védékou,

12° — Canton d'Assomé;

13° — Canton de Bolou. — Composé des villages de :

Adato,	Gatigblé,
Agbadomé,	Kpémé,
Alokouégbé,	Kpéta.

14° — Canton de Dalavé. — Composé des villages de :

Wouévé,	Seko,
Bamé,	Dalavé.

15° — Canton de Davié. — Composé des villages de :

Golopé-Tekpo,	Davié.
---------------	--------

Tekpo,

16° — Canton de Ezo;

17° — Canton de Fli;

18° — Canton de Gamé. — Composé des villages de :

Agbélouvhé,	Lilicovhé,
Agokplala,	Kodjé,
Avédjé,	Kpévégé,
Aké,	Tokpévia,
Boga,	Gamé-Seva.

19° — Canton de Gapé. — Composé des villages de :

Adjido,	Kpodji,
Egbé,	Wouévé,
Aloi,	Zavémé,
Agokopé,	Wonougba,
Atikétoé,	Gapé-centre,
Gapé-centre,	Lilika,
Abidicopé,	Atchavé,
Koubinoukoé,	Afokponoué,
Amavhé,	Avélébé,
Tchikalé,	Avégan,
Zogbédji,	Togodoé,
Tokpli,	Tchingoui,
Dafolégname,	Kpévé,
Lokoudopoe,	Gapé-Ekpo,
Zakpo,	Dévé,
Agadja,	Wouato,
Vorodo,	Kouni,
Gnassivé,	Gnita,
Banicopé,	Agodokpé,
Alakpa,	Touékopé,
Anazivé,	Gapé-centre.

20° — Canton de Gati. — Composé des villages de :

Fongbé-Apédomé,	Fongbé-Zogbédji,
Fongbé-Boéti,	Gati.

21° — *Canton de Gblainvie*. — Composé des villages de :

Avédjè, Kpessi,
Plélouvi, Tchati.
Guedjé,

22° — *Canton de Havé*;

23° — *Canton de Kodjo*;

24° — *Canton de Tsévié*. — Composé des villages de :

Dévé, Tsévié.
Kpali,

25° — *Canton de Yobomé*;

26° — *Canton d'Agotimé*. — Composé des villages de :

Adjakpa, Kodjé,
Ando, Amoussoukopé,
Agoudouvou, Batoumé.
Letskopé,

ART. 4. — La subdivision d'Anécho est constituée par les villages ci-après :

1° — Adamé,

2° — Afagnagan,

3° — Afagna Bléta Atchadomé,

4° — Afagna Bléta Kpétémé,

5° — Afagna Bléta Maoussi,

6° — Afouimé,

7° — Afidégnigba,

8° — Agbanakin,

9° — Agbanatokopé,

10° — Agbétiko,

11° — Agnéronkopé,

12° — Agomé-Glozou,

13° — Agomé-Séva,

14° — Agouégan,

15° — Akladjénou,

16° — Aklakou-Etchavi,

17° — Aklakougan,

18° — Aklakou Molokou,

19° — Aképé Akposso,

20° — Aképé Apédomé,

21° — Aképé-Assiko,

22° — Aképé Kpowla,

23° — Aképé Nouatché,

24° — Akoda,

25° — Akoumapé Assiko,

26° — Akoumapé Atchavé,

27° — Akoumapé Doulassa,

28° — Alouénou,

29° — Amégneran,

30° — Anécho,

31° — Anfouin,

32° — Assoukopé,

33° — Attitogon,

34° — Atouéta,

35° — Attivé-Attitogon,

36° — Attivé-Vogan,

37° — Avévé,

38° — Azimé,

39° — Badougbé-Adjomé,

40° — Badougbé-Kéta,

41° — Batékopé,

42° — Batonou,

43° — Dagbati,

44° — Davou Vogan,

45° — Djankasé,

46° — Djéta,

47° — Djirekpon,

48° — Ekpoui,

49° — Essé Ana,

50° — Essé Godjen,

51° — Essé Nadjé,

52° — Essé Zogbédji,

53° — Gboto-Eklohomé,

54° — Gboto-Sévé,

55° — Gboton-Vodougbe,

56° — Glidji,

57° — Glidji-Kpodi,

58° — Glologo,

59° — Gouunkopé,

60° — Hahotékondji,

61° — Hahotoé,

62° — Hlandé,

63° — Hompou,

64° — Hounlokoué,

65° — Kouénou,

66° — Kpondavé,

67° — Kponou,

68° — Kouvé-Atchavé,

69° — Kouvé-Atran,

70° — Kouvé-Dafor,

71° — Kouvé-Gboli,

72° — Lakatakondji,

73° — Momé-Agouti,

74° — Momé-Gbavé,

75° — Pédakondji,

76° — Porto-Séguro,

77° — Safi Dokor,

78° — Safi Etchavi,

79° — Safi Etchrami,

80° — Safi Kpondavé,

81° — Sálivé,

82° — Savé,

83° — Séko,

84° — Séouatchikopé,

85° — Sévagan,

86° — Sigbéhoué,

87° — Sikakondji,

88° — Sikpé Adégoun,

89° — Sikpé Afidégnon,

90° — Sivamé,

91° — Tabligbo,

92° — Tanou,

93° — Tchekpo Anagali,

94° — Tchékpo-Dédékpé,

95° — Tchékpo-Dévé,

96° — Togoville,

97° — Tokpli,

98° — Tokpli-Vokoutimé,

99° — Tométikondji,

100° — Vo-Asso,

101° — Vogan,

102° — Vokoutimé,

103° — Wogba,

104° — Zowlagan,

105° — Zowlan Kpoguédé,

106° — Zooti.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 2 juillet 1936.

BOURGINE.

Organisation territoriale du cercle du centre

ARRETE No 255 portant organisation territoriale du cercle du centre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 réorganisant les circonscriptions administratives du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle du centre tel qu'il est défini par l'arrêté du 4 septembre 1935 susvisé comprend :

- 1° — La subdivision d'Atakpamé.
- 2° — La subdivision de Klouto.

ART. 2. — La subdivision d'Atakpamé est constituée par les cantons et villages suivants :

1° — *Canton de l'Adélé.* — Composé des villages de :

Anamagné,	Tendjuro,
Assouma Kédemi,	Tioufouma I,
Deguengué,	Tioufouma-Yégué II,
Dikpéléou-Ossingui,	Toumouroumou,
Djobo,	Doufouli,
Gassigakni,	Kalabo,
Ketchenké,	Konkoa,
Kouékouma,	Koui,
M'Poti,	Obossomkopé,
Palaga,	Yégué.

2° — *Groupement d'émigration de Blitta.* — Composé des villages de :

Adaniabo,	Adioubé,
Blitta-Aniaga,	Blitta-Losso,
Défoli-Boco,	Défoli-Boco-Losso,
Défalé,	Doufouli-Cabrais,
Niamtougou,	Oyou.
Ourégni,	

3° — *Canton de l'Akébou.* — Composé des villages de :

Atchavé,	Djon,
Hohoe,	Gbendé,
Ayagba,	Kotara,
Bloumfou-Gbendé,	Kougnohou,
Djagbedji,	Kpalavé,
Djitriamé,	Vhé-Kougna.

4° — *Canton de l'Akposso-nord.* — Composé des villages de :

Adjassihouahoué,	Illiko,
Aféyé,	Illoava,
Afidegnigba-Otadi,	Itokoubé-Otadi,
Amava,	Kodjassa-Okpahoué,
Azafi-Okpahoué,	Kporavé-Gbétéi,
Azigodo,	Mouna,
Bato,	Niamassilé-Gbétéi,
Démadeli,	Oga,
Démé-Okpahoué,	Okama-Otadi,
Démé-Yala,	Okpahoué,
Didokpo-Otadi,	Okpaté-Yala,
Didokpo-Illiko,	Otadi,
Doufio-Azigodo,	Ouyouhou-Gbétéi,
Ekéto-Démadeli,	Sagouda-Okpahoué,
Elobé-Azidogo,	Yadé-Gbécon,
Emo-Démadeli,	Yadé,
Gamé,	Yala,
Gbétéi,	Yoro-Démadeli.

5° — *Canton de l'Akposso-sud.* — Composé des villages de :

Adina,	Akossikopé-Témé,
Adiya,	Amlamé,
Adjahoun,	Amou-Oblo,
Agadja-Ekéto,	Amoussa,
Agadji,	Avedjé,
Agbedomodji-Avedjé,	Ayomé,

Abokopé,
Agomé-Kotoukpa,
Agomé-Kponoumé,
Agoudévé-Ebéva,
Béna,
Dédomé,
Doumé,
Ebéva,
Edifiou (route Palimé),
Egnahou-Bénali,
Ekéto,
Evou-Apégamé,
Evou-Niamidro,
Evou-Yaokopé,
Otandjoko,
Adossou,
Ezimé,
Gbohoul-Agbadja,
Gbohoul-Gnaourou,
Gbohoul-Loto,
Gobé,
Idifiou (route Klabé)
Ihoua,
Témé Odéré,

Azafi-Témé,
Badi,
Bakpété-Tchakpali,
Bassé,
Klabé-Apégamé,
Klabé-Afokpa,
Malomi-Témé,
Niassamkopé,
Okou,
Amoutchi-Okou,
Ohan-Okou,
Otoboul-Témé,
Ouakpa,
Oulatché,
Oudjé,
Ougbo-Amédékakopé,
Oulita,
Oulita-Hohoe,
Ounabé,
Patatoukou,
Sodo,
Soto,
Tchakpali,
Todomé-Doumé.

6° — *Canton d'Atakpamé-Gnagna.* — Composé des villages de :

Abi,	Atomé,
Abotessé-Adolokopé,	Atokodjé,
Adanka-Gléi,	Atidjé,
Adjido,	Avété-Agbato,
Adjigo-Agbonou-Fon,	Barouba-Maromi,
Adolokopé,	Dadja-fon,
Afidegnigba,	Dadja-ana,
Afiho,	Edigbalé,
Afolé,	Gléi,
Afolé-Ekpa,	Glito,
Agbodoudou,	Gohokopé-Avété,
Agbodrafo,	Kamina,
Agbodjrovi,	Kossikopé,
Agbokoro,	Koto-Agbojrovi,
Agbonou-Fon,	Kougnohou,
Akouétékopé,	Katabodjo-Kougnohou,
Akpaka-Gnagna,	Kpodjivé,
Akpakpé-Dadja,	Kporavé,
Alakoyo,	Logossa-Katoré,
Amoutchou,	Laouroukopé-Loniatandjé,
Aroukakondhi-Amoutchou,	Lomakopé-Afiho,
Atakpamé-quart. Gnagna,	Loniatandjé,
Atakpamé-quart. Woudou,	Obi,
Atakpamé-quartier Djama,	Ountivou,
Atakpamé-quartier Zongo,	Sonékopé-Akouétékopé,
Atchakopé,	Toigbokopé-Kougnohou,
Atchinedji,	Tchogli-Dadja.
Atchou-Onougbo,	

7° — *Canton d'Atakpamé-Djama.* — Composé des villages de :

Adjassihouahoué (Anié),	Kabasseum,
Adjomi,	Koledjo,
Adoubélan (Sada),	Koutakla (Ogodjé),
Agadja (Anié),	Logodohé,
Abégnafé (Sada),	Lodji,
Atakpamé-Djama-Atikplé,	Matekpo,
Akpakopé,	Maromi,
Aniégan,	Miniki,
Assoukékopé (Foukoté),	Ogodjé,
Atakéolibabo,	Olessé,
Etchiné-Adjomi,	Sada,
Fantomé (Akpaka-Djama),	Savalou,
Foukoté,	Vossa (Foukoté),

Gbodjedji-Sada,
Holoboé-Boko,

Yoro-Djama,
Yoro-Koto.

8° — *Canton d'Atakpamé-Woudou.* — Composé des villages de :

Agbandao (Anié),	Djéréhouyé,
Agbodougbe,	Foudjaï-Agouné,
Agourié,	Gbécon,
Alavagnon,	Gbemaho,
Anié,	Gbémassé,
Atalo,	Havé-Agadamé,
Avagomé,	Cabraikopé.
Yorokpodji,	

9° — *Canton de Nuatja.* — Composé des villages de :

Adakakpé,	Ekli,
Adanlévé,	Fiogbédou,
Adikamé,	Gbogbo,
Adimé,	Gbohoulé,
Adjatchédomé,	Gbohoulévedji,
Afidegnigban,	Havouko,
Agbaladomé,	Katomé,
Agbatitoé-Blakpa,	Kpédomé-Pani,
Ahassomé,	Kpéklémé,
Akpaka-Sagada,	Kpélé,
Akpobou,	Kplélé,
Alinou-Adjigo,	Kpeyi,
Alou,	Laokopé,
Amakpavé,	Lossokopé,
Asrama,	Monota,
Atissohoué,	Nuatja-Zongo,
Atchavé,	Nawalo,
Atitédomé,	Rodokpé,
Atiogbékopé,	Sagada,
Avedjémé-Saligbé,	Gota,
Avedji-Sagada,	Saligbé,
Kokpli,	Savakomé,
Avisouha-Alinou,	Tado-Avedji,
Bégbé,	Tako,
Blakpa,	Tégbé,
Komé,	Tététo,
Kra,	Todomé,
Kramé,	Tohoun,
Krata,	Tsagba,
Détohoui,	Xantho,
Djemegni,	Zébé,
Djekloué,	Zogbé,
Ehoué,	Zokouvé-Kpoguédé.

10° — *Canton de Kpessi.* — Composé des villages de :

Agbandi,	Niamassila,
Agodjololo,	Niamtounkopé,
Akaba,	Pacouté,
Alablatoé,	Palakoko,
Alomagné,	Sossoukparou,
Assoumakodji,	Tcharé-Bau,
Atéhoué,	Toigbo,
Atikpaï,	Yadekopé,
Avakodja,	Agodeka,
Ayekpada,	Dadja,
Chanié,	Dégou,
Dakrokonsou,	Foudjaï,
Diguina,	Igboloudja,
Dogogblé,	Kamina,
Gaougblé,	Kpessi,
Gbégué,	Moreta,
Kokoté,	Tchékélé,
Langabou,	Tchékita.
Yébou-Yébou,	

ART. 3. — La subdivision de Klouto est constituée par les cantons et villages suivants :

1° — *Canton d'Agomé.* — Composé des villages de :
Yo, Koussoumtou,
Palimé, Tomégbé,
Kpodji, Misahohé.

2° — *Canton d'Agou Ibo.* — Composé des villages de :
Tobodjé, Agochoé,
Avedjé, Vesido,
Blakpa, Petchi.
Katikopé.

3° — *Canton d'Agotimé Palimé.* — Composé des villages de :

Adamé,	Atiyi,
Kpodsaho,	Egbé,
Nitoé,	Seva,
Zukpe,	Gbekodji.
Voutégbé,	

4° — *Canton d'Agou Nyongbo.* — Composé des villages de :

Agbetiko,
Dalavé.

5° — *Canton d'Agou Akplolo.* — Composé des villages de :

Wogboe,	Adah.
Tonu,	

6° — *Canton d'Agou Kébou.* — Composé des villages de :

Djigbo-Dogbadji,	Kpeta,
Domépimé (Golikopé),	Bladomé,
Etoé,	Dalavé.

7° — *Canton d'Agou Tafié.* — Composé des villages de :

Tomégbé,	Apégamé,
Koumaou,	Agou-Gare.

8° — *Canton d'Agou Atigbé.* — Composé des villages de :

Sobépimé,	Abayémé.
-----------	----------

9° — *Canton d'Akata.* — Composé des villages de :
Agamé, Adamé,
Akpokli, Dagali.

10° — *Canton d'Assahoun-Fiagbé.* — Composé des villages de :

Djigbé,	Anygba.
Bawié,	

11° — *Canton d'Atchavé,*

12° — *Canton de Bogo-Achlon.* — Composé du village de :

Achlon.

13° — *Canton de Daye Atigba.* — Composé des villages de :

Atigba,	Apeyémé,
Dzogbégan,	Afidenyigba,
Kpeto,	Wetrokopé.
Kemedisso,	

14° — *Canton de Daye-Kakpa.* — Composé des villages de :

Dzogbé,	Apédomé (Ndigbé-Djo- gbegbadja),
Elavagnon,	Kudjiravi (Boyema),
Kudjiragan,	Djedramé.

15° — *Canton de Gadjia*. — Composé des villages de :

Gadjagan,	Woukpé,
Glékopé,	Zozokondji,
Kolo,	Woutéglé,
Atiyi,	Honouga Sewa.

16° — *Canton de Gbanavé*. — Composé des villages de :

Tsadomé,	Volové.
Aveno,	

17° — *Canton de Haingba*. — Composé des villages de :

Douga,	Todji.
--------	--------

18° — *Canton de Klonou*;

19° — *Canton de Kouma*. — Composé des villages de :

Tokpli,	Adamé,
Apoti,	Abala.
Atsamé,	

20° — *Canton de Kpadafé*;

21° — *Canton de Kpélé*. — Composé des villages de :

Goudévé,	Bémé,
Toutou,	Atimé,
Siko,	Adéta (Koromé, Vetsi,
	Tsefi),

Govié,	Dougba,
Goudévé-Godzo,	Hillovia (Hlovié),
Kayé,	Kpovie,
Tsavié-Sobépimé,	Avého,
Agavé,	Agoté,
Agbano,	Elé.

22° — *Canton de Kpiné*. — Composé des villages de :

Tomégbé,	Hilloma (Hloma),
Woumé,	Seva.

23° — *Canton de Lavié*. — Composé des villages de :

Ehouimé,	Apédomé.
----------	----------

24° — *Canton de Mayondi*;

25° — *Canton de Nyivé*;

26° — *Canton de Tomé*;

27° — *Canton de Tové*. — Composé des villages de :

Ati,	Djigbé,
Ahoundjo,	Agbessia.

28° — *Canton de Wamé*;

29° — *Canton de Yewié*;

30° — *Canton de Ykpa*;

31° — *Canton de Yokélé*;

32° — *Canton de l'Akposso-Ouest (Litimé)*. — Composé des villages de :

Abreouanko,	Kitchibo,
Ahouenhouen,	Kpeté-Béna,
Akloa,	Kpété-Maflo,
Badou,	Houhobé.
Tomégbé,	

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 2 juillet 1936.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nomination

Par décision du :

25 juin 1936. — M. BURLURAU, adjoint principal de classe exceptionnelle du Togo, chef de subdivision de Lama-Kara, est nommé agent spécial de Lama-Kara, en remplacement de M. DUBOIS, commis des services civils, nommé agent spécial d'Atakpamé, par décision n° 234 du 20 juin 1936.

Affectation

Par décision du :

6 juillet 1936. — M. BASILE-CASTAREDE, médecin-capitaine, nouvellement désigné pour servir au Territoire, est nommé médecin-chef de la circonscription sanitaire d'Atakpamé, inspecteur des viandes de boucherie, observateur météorologique de la station climatologique d'Atakpamé et chargé de la visite médicale du personnel des chemins de fer à Atakpamé, en remplacement du médecin-capitaine SEGALIN, rapatriable.

Congés — Passages

Par décisions des :

30 juin 1936. — Une réquisition de passage de retour par anticipation, de Lomé à Bordeaux, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 24 juillet 1936, est accordée à M^{me} REMY, ainsi qu'à ses trois enfants âgés respectivement de 9 ans, 7 ans, et 5 ans, famille d'un administrateur de 1^{re} classe des colonies, se rendant à Rochefort sur mer (Charente inférieure).

2 juillet 1936. — Une réquisition de passage, en 1^{re} classe 2^e catégorie, de Lomé à Marseille sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 27 juillet 1936, est accordée au médecin-capitaine SEGALIN ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 8 ans et 8 mois.

6 juillet 1936. — Une réquisition de passage, de Lomé à Bordeaux, en 3^e classe (4^e catégorie) sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 24 juillet 1936, est accordée à M. DESIRÉ Pierre, sergent-chef de l'infanterie coloniale, en service hors cadres au Togo.

Une réquisition de passage, en 3^e classe, 4^e catégorie de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 24 juillet 1936, est accordée à M. WALTER Georges sergent de l'infanterie coloniale, en service hors cadres au Togo.

Une réquisition complémentaire de passage de Dakar à Bordeaux en 3^e classe (4^e catégorie) est accordée à M^{me} DESIRÉ, femme d'un sergent-chef, et ses enfants âgés de 7 ans et 6 ans sur le paquebot *Jamaïque*, de passage à Dakar vers le 31 juillet 1936.

Congé administratif

Par décision du :

7 juillet 1936. — La décision n° 228 du 17 juin 1936 est annulée.

Le contrat intervenu le 20 décembre 1929 modifié par avenant du 25 septembre 1930 entre le Commissaire de la République et M. DAGRON est résilié pour compter du 11 juillet 1936.

Un congé de 7 mois pour en jouir à Paris, 5 rue François Bonvin, est accordé à M. DAGRON Marcel, chef de travaux pratiques d'agriculture contractuel qui compte 30 mois et 8 jours de séjour dans le Territoire.

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie lui est accordée sur le paquebot *Touareg*, attendu à Lomé vers le 11 juillet 1936.

Conformément à l'article 6 B 5^e du contrat intervenu le 20 décembre 1929, M. DAGRON aura droit à une indemnité pour non renouvellement du contrat du fait de l'administration, payable en France et égale aux trois douzièmes de sa solde de présence.

PERSONNEL INDIGÈNE**Congés**

Par décisions des :

24 juin 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 juillet 1936 inclus, au chef de train de 6^e classe Yovo Jean, en service à Lomé pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 20 juillet du 18 août 1936 inclus, au commis d'administration de 8^e classe Joseph K. KOUASSI, en service à la paierie de Lomé, pour en jouir à Lama-Kara (cercle du Nord).

Le commis d'administration Joseph KOUASSI aura droit au transport gratuit de Lomé à Lama-Kara et retour.

30 jours, du 1^{er} au 30 juillet 1936 inclus, à l'infirmier-major de 3^e classe Reinhard Doh, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 juillet 1936 inclus, à l'ouvrier de 6^e classe AMEGANVI ASSAKPO, en service à la subdivision des travaux publics de Lomé, pour en jouir à Atakpamé (cercle du centre).

30 jours, du 3 juillet au 1^{er} août 1936 inclus, à l'ouvrier de 1^{re} classe Thomas AFANGNIHOUN, en service à la traction du chemin de fer du Togo, pour en jouir à Dadja (cercle du centre).

7 juillet 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 août 1936 est accordé au commis d'administration de 4^e classe GBIKPI Norbert, en service au bureau des finances, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 août 1936 est accordé à l'infirmier-manipulateur de 3^e classe Toussaint GNASSOUNOU, en service à Palimé, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

L'infirmier-manipulateur GNASSOUNOU Toussaint aura droit au transport pour lui et sa famille de Palimé à Grand-Popo et retour.

30 juin 1936. — Sont accordés avec traitement, des congés de :

30 jours, du 15 juillet au 13 août 1936 inclus au garde d'hygiène de 2^e classe Joseph S. CATARIA en service à la commune mixte de Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 20 juillet au 18 août 1936 inclus, au facteur enregistreur de 4^e classe BRENNER Carl Frédéric, en service au chemin de fer du Togo, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

Un congé d'un mois avec traitement, valable du 10 juillet au 10 août 1936, est accordé au médecin auxiliaire de 2^e classe CLOUGH Christian, en service au secteur de la trypanosomiase pour en jouir au Territoire.

Permission

Par décision du :

8 juillet 1936. — Une permission de 15 jours, avec solde, du 8 au 22 juillet 1936 inclus, est accordée à l'infirmier de 5^e classe KLOURSE Paul, en service au secteur de trypanosomiase, pour en jouir à Anécho.

Engagement

Par décision du :

3 juillet 1936. — Le nommé Bossou Hector est engagé en qualité de conducteur de rouleaux auxiliaire à une rémunération de six francs (6 frs.) par journée effective de travail pour compter du 2 juin 1936 et est mis à la disposition de M. le chef de la subdivision des travaux publics du Togo.

Licenciement

Par décision du :

6 juillet 1936. — L'homme d'équipe de 5^e classe KOUVLO DOGBATSE en service au chemin de fer du Togo à Lomé, est licencié de son emploi pour inaptitude physique imputable au service.

Il sera alloué à l'homme d'équipe de 5^e classe KOUVLO DOGBATSE, un secours temporaire annuel renouvelable de 480 francs, imputable au budget annexe du chemin de fer du Togo.

FORCES DE POLICE

Par décision du :

1^{er} juillet 1936. — Sont affectés à compter du 1^{er} juillet 1936 :

au peloton du nord (subdivision de Sokodé) :

BARTIE KABOURÉ, garde 2^e classe, N° Mle 994, du peloton de dépôt (Lomé).

CHABI YOUNGOU, garde 2^e classe, N° Mle 1059, du peloton de dépôt (Lomé).

BOUKARI I, garde 1^{re} classe, N° Mle 921, du peloton de dépôt (Lomé).

BALLO, garde 1^{re} classe, N° Mle 289, du peloton de dépôt (Lomé).

BAKO, garde 2^e classe, N° Mle 1019, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

au peloton du sud (subdivision de Lomé) :

KIKAGU, garde de 2^e classe, N° Mle 1060, du peloton de dépôt (Lomé).

1^{re} — Compagnie de milice :**Rengagements**

Sont rengagés pour 3 ans à compter du 1^{er} juillet 1936, les miliciens dont les noms suivent :

LAGUIDE LALÉYI, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/334/B.D., de la P.C. Lomé.

MOUSSA ALI, milicien 2^e classe, N° Mle M/329/B.C., de la P.C. Lomé.

AGANDE Pierre, milicien 2^e classe, N° Mle M/333/B.D., de la P.C. Lomé.

Affectation

Le milicien de 1^{re} classe stagiaire catégorie A. ALASSANE MAIGA, N° Mle M/446/A.S. de la P.C. Lomé, est affecté à la 4^e section de milice à Aného, pour compter du 1^{er} juillet 1936.

2^e — Garde indigène**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} juillet 1936. — KOUMAKO Gérard, garde 2^e classe, N° Mle 1055, du peloton de dépôt (Lomé).

HOUSOU Antoine, garde 2^e classe, N° Mle 1010, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

TIEKOURA BOUGONO, brigadier de 2^e classe, Mle 347, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

4 juillet 1936. — KAGNITA, garde de 2^e classe, Mle 679, du peloton du sud (subdivision d'Aného).

7 juillet 1936. — OROA, brigadier de 2^e classe, Mle 949, du détachement de police Lomé.

11 juillet 1936. — NADIO, adjudant, Mle 898, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

13 juillet 1936. — BAOUANA, garde de 1^{re} classe, Mle 351, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

15 juillet 1936. — KALI LIMA, garde de 2^e classe, Mle 971, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

20 juillet 1936. — BATORDIOUA DADORIGA, garde de 1^{re} classe, Mle 580, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

GORY KONALASSANGUÉ, garde de 1^{re} classe, Mle 954, du peloton du nord (subdivision de Mango).

21 juillet 1936. — KOATASSIMA, garde de 1^{re} classe, Mle 352, du peloton du sud (subdivision d'Aného).

SOMAILA SAFIÉ, garde de 1^{re} classe, Mle 576, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

1^{er} août 1936. — TANORE, garde de 1^{re} classe, Mle 760, du peloton du sud (subdivision d'Aného).

KOMBATE, brigadier de 2^e classe, Mle 646, de la police et sûreté.

ADAM, garde de 1^{re} classe, Mle 962, du peloton du nord (subdivision de Mango).

ASSIMA, garde de 2^e classe, Mle 966, du peloton du nord (subdivision de Mango).

2 août 1936. — OUNANA, garde de 2^e classe, Mle 965, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

14 août 1936. — FARAKOMA, garde de 1^{re} classe, Mle 353, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

ABINATA, garde de 1^{re} classe, Mle 354, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

20 août 1936. — ABODJI, garde de 1^{re} classe, Mle 302, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

1^{er} septembre 1936. — DADJO, brigadier de 2^e classe, Mle 357, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

23 septembre 1936. — BIRAÏMA, garde de 1^{re} classe, Mle 309, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

24 septembre 1936. — KONDIA, garde de 2^e classe, Mle 533, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Permissions

Une permission de 30 jours avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour eux et leurs familles, est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :

à compter du :

1^{er} juillet 1936. — ASSIMIN, garde de 2^e classe, N° Mle 759, du peloton du sud, subdivision d'Aného, pour en jouir à Kémini (cercle du nord).

RABO DIATÉMA, garde de 2^e classe, N° Mle 809, du peloton du centre, subdivision d'Atakpamé, pour en jouir à Niantougou (cercle du nord).

GBEMGBERE LARÉ, garde de 2^e classe, N° Mle 826, du peloton du centre, subdivision d'Atakpamé, pour en jouir à Blitchenké (subdivision de Mango).

Affectation

Le brigadier de 1^{re} classe BONKPASSE, N° Mle 936, du peloton du centre, en service à la subdivision de Klouto, est affecté à la subdivision d'Atakpamé, pour compter du 1^{er} juin 1936.

Par arrêté du :

24 juin 1936. — L'arrêté 462 du 11 octobre 1935 est abrogé.

Les gardes de cercles et miliciens affectés à la subdivision de Bassari servant dans le pays konkomba, qui utilisent leurs montures pour les besoins du service, seront remboursés de leurs frais d'entretien de leur monture, au prix forfaitaire de vingt francs par mois.

Ce remboursement sera effectué sur production d'un certificat du chef de la subdivision de Bassari, visé du commandant de cercle du nord attestant que les intéressés ont bien utilisé leur monture dans le courant du mois, pour les besoins du service.

CHEFS DE CANTON

Par décision en date des :

1^{er} juillet 1936. — Le nommé SEMÉKONON AGBLEVON est nommé chef du canton d'Aflao (subdivision de Lomé — cercle du sud), en remplacement du chef KOUASSI AHOUNOR, révoqué.

20 juin 1936. — Le nommé COMÉDIAN est nommé chef du canton de Nuadja (subdivision d'Atakpamé — cercle du centre).

Il percevra en cette qualité une solde annuelle de douze mille francs (12.000 frs.).

Les dispositions de l'arrêté n° 645 du 22 décembre 1934 ne sont pas applicables en ce qui concerne cette solde.

Par arrêté du :

2 juillet 1936. — Le nommé BASSART est nommé chef du canton de Kodjené (subdivision de Lama-Kara, cercle du nord), en remplacement du chef DJOUA, décédé.

AUTORISATION D'IMPORTATION

Par décision du :

25 juin 1936. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson ci-dessous dénommée :

« Old Bickett Gin »

de la maison Cointreau, à Angers.

ORDONNATEUR DU BUDGET LOCAL

Par arrêté du :

25 juin 1936. — L'administrateur supérieur p. i. du Togo, monsieur l'administrateur en chef des colonies MARTINET Henri, est délégué à compter du 24 juin 1936 dans les fonctions d'ordonnateur de budget local du Territoire et de ses annexes (budget du chemin de fer et budget sur fonds d'emprunt).

COMITÉ DE RADIODIFFUSION

Par arrêté du :

6 juillet 1936. — Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté N° 497 du 11 octobre 1932, portant création du comité de radiodiffusion du Togo :

« Le comité de radiodiffusion du Togo, dont le siège est à Lomé, est composé comme suit » :

M. L'Administrateur supérieur du Togo *Président*

Le chef de la subdivision des travaux publics,

Un fonctionnaire désigné par l'administrateur supérieur,

Le président de la chambre de commerce,

Un représentant des compagnies de navigation

Le secrétaire permanent de la défense nationale, *Membres*

Un délégué de chacune des associations autorisées de radiodiffusion, ou, à défaut, deux usagers désignés par décision du Commissaire de la République,

Le chef des stations radioélectriques de Lomé *Secrétaire*

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par décision du :

23 juin 1936. — M. DEMONIO, administrateur adjoint des colonies, est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire archiviste ad hoc du conseil d'administration du Togo pour la séance du 25 juin 1936.

AVIS AU PUBLIC

A partir du 1^{er} juin 1936, les télégrammes-lettres-mandats sont admis dans les relations entre la métropole et le Territoire.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser aux bureaux de poste.

COMITÉ DE RADIODIFFUSION

Par décision du :

6 juillet 1936. — M.M. PEYROTTE, receveur des domaines, ROBERT, inspecteur des produits sont désignés comme membres du comité de radiodiffusion du Togo.

COMMISSION D'ETUDE DES COUTUMES

Par décision du :

7 juillet 1936. — L'article premier de la décision n° 93 du 28 février 1933 est modifié comme suit :

M. MARTINET, administrateur supérieur

du Togo p. i. *Président*

Le reste sans changement.

MEMBRES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU TOGO

Par arrêté du :

25 juin 1936. — Pris en conseil d'administration. — Sont approuvées les opérations électorales qui ont eu lieu à Lomé le 24 mai 1936 en vue de la désignation d'un membre originaire du Territoire placé sous mandat B français, en remplacement du membre élu le 9 février 1936 et dont la démission avait été acceptée par arrêté du 17 mars 1936.

Est déclaré élu en qualité de membre originaire du Territoire placé sous mandat B français.

M. VINZ AYIVI ADAMA.

DIPLOME DE SORTIE DE L'ECOLE PRIMAIRE SUPERIEURE (VICTOR BALLOT)

Par décision en date du :

6 juillet 1936 du Lieutenant-Gouverneur du Dahomey — Sont déclarés admis à l'examen pour l'obtention du diplôme de l'école primaire supérieure Victor-Ballot, les élèves dont les noms suivent, par ordre de mérite :

1 MARTIN Delphonse section Dahomey mention assez-bien.

2 ATAKPAMEY Victor section Togo mention assez-bien.

3 TOSSOU Henri section Dahomey mention assez-bien.

4 MIDEKIN Lucien section Dahomey.

5 NOUGRODE Henri

6 ANANOU David section Togo.

7 AICHEOU Marcel section Dahomey.

8 TETE Edmond

9 AHODIKPE Salomon section Togo.

10 ATIOTBE Félix section Dahomey.

11 DOSSOUVI André section Togo.

12 SANTOS Ernest section Dahomey.

13 AMOUSSOU COMLAN

14 FIADJO Robert section Togo.

15 YANDA Pierre section Dahomey.

16 ADANLETE Michel section Togo.

17 KANEHO Martin section Dahomey.

18 ATTOLOU Jules

Est autorisé le passage en 2^e année des élèves de 1^{re} année de l'école primaire supérieure Victor-Ballot ci-après désignés, par ordre de mérite :

1 KPOTRA Gerson section Togo.

2 ASSOGBA Charles section Dahomey.

3 PERRIN Gustave

4 AJAVON Rosette

5 AKOUEDE Roger

6 AGBOGBA TOSSAVI

7 LAOUROU Albert

8 DJEJE Célestin

9 LAWSON Frida section Togo.

10 MIKEM Pierre

- 11 AMEGANKPOE Nathaniel sect. Dahomey.
- 12 D'ALMEIDA Julien —
- 13 MENSAH Emmanuel section Togo.
- 14 AZIABLE Andréas —
- 15 ADJANAHUN Elisabeth sect. Dahomey.
- 16 QUENUM Georges —
- 17 AVIH Sossouvi R. section Togo.
- 18 NICOLAS Félix —
- 19 VIGNON Jules section Dahomey.

Est autorisé le passage en 3^e année des élèves de 2^e année de l'école primaire supérieure Victor-Ballot ci-après désignés, par ordre de mérite :

- 1 SANVEE David section Togo.
- 2 DEFFON Hilaire section Dahomey.
- 3 EMMANUEL MUSLIU —
- 4 AMAN Emmanuel —
- 5 AKINDÉS CLOVIS —
- 6 AUBENAS François section Togo.
- 7 ABIASSI Godwill section Dahomey.
- 8 CAMPOS Théophile —
- 9 HOUËNOU Clétus —
- 10 BEDOU Benoît —
- 11 SITI Jérémie section Togo.
- 12 COMLAN Alex —
- 13 MICHEL André —
- 14 LAWSON Sophie —
- 15 AYITÉ Gabriel section Dahomey.
- 16 ZINSOU Gilbert —
- 17 GBAGUIDI Joseph —
- 18 AMOUSSOU Basile —

L'élève Povi Norbert est autorisé à redoubler la 1^{re} année de l'école primaire Victor-Ballot.

Les intéressés seront dirigés en temps utile sur Porto-Novo pour la rentrée des classes du 9 septembre 1936.

AFFECTATION SPECIALE — CLASSEMENT

Par décision du Commissaire de la République au Togo en date du 8 juin 1936 :

M. GAUDILLOT (Henri, François) administrateur de 1^{re} classe des colonies, capitaine de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8, appartenant à la classe 1915/1916, retour de congé le 23 avril 1936 et nommé au commandement du cercle du centre, est classé dans l'affectation spéciale au titre des circonscriptions administratives (tableau n° 2) pour compter du 1^{er} mai 1936.

M. BURLURAUX (Marie, Joseph, André) adjoint principal des services civils, capitaine de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8, appartenant à la classe 1914/1915, chef de subdivision de Lama-Kara (Sokodé), est classé dans l'affectation spéciale au titre des circonscriptions administratives (tableau n° 2) pour compter du 1^{er} avril 1936.

M. SIRO (Joseph, Armand) instituteur du cadre métropolitain détaché au Togo, lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. n° 8, appartenant à la classe 1903/1909, chef du secteur scolaire de Lomé et représentant du chef du service de l'enseignement au Togo, est classé dans l'affectation spéciale au titre du service de l'enseignement (tableau n° 2) pour compter du 1^{er} avril 1936.

CAISSE D'ÉPARGNE

Depuis le 1^{er} octobre 1935, la succursale du Dahomey de la caisse d'épargne de l'A.O.F. est autorisée à étendre ses opérations au territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

Dès sa création cette institution a rencontré la faveur du public togolais. Elle offre, en effet, aux épargnants des avantages multiples :

- Assurance pour l'avenir,
- Sécurité de placement,
- Facilités de retrait,
- Service d'un intérêt annuel de 3 %

Le tableau ci-dessous fait ressortir les résultats obtenus au Togo à la date du 31 mai 1936 :

Mouvement de la caisse d'épargne du 15 octobre 1935 au 31 Mai 1936.

Nombre d'adhérents au 31 mai 1936	321
Nombre des opérations de dépôts effectuées	954
Montant des versements	302.625 frs, 85
Nombre des opérations de retrait	117
Montant des remboursements sollicités	42.390 frs, 22
Montant global des dépôts au 31 mai 1936	260.235, frs, 63.

Les bureaux de poste de Lomé, d'Atakpamé, d'Aného sont ouverts aux opérations de la caisse d'épargne et fournissent aux usagers tous renseignements utiles sur les conditions d'adhésion et de fonctionnement de cet organisme.

AVIS DE RECRUTEMENT DE GARDES-FRONTIÈRES

Quatorze emplois de gardes-frontières du service des douanes du Togo sont actuellement vacants

D'après l'article 2 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933, ces emplois sont réservés :

- 1^o — Aux anciens tirailleurs ou miliciens ayant accompli au moins trois années de service — mais n'ayant pas quitté l'armée ou la milice depuis plus de trois mois.
- 2^o — Aux candidats français ou originaires du Territoire, titulaires du certificat d'études primaires.

Tout postulant doit produire :

- 1^o — Un extrait d'acte de naissance ou à défaut un acte de notoriété en tenant lieu, ou un livret militaire.
- 2^o — Un certificat de bonne conduite du régiment ou de la milice.
- 3^o — Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date.
- 4^o — Une fiche judiciaire n° 2 ne comportant aucune condamnation à défaut un certificat administratif en tenant lieu; ayant moins de trois mois de date.
- 5^o — Un certificat de visite et de contre visite délivré par des médecins militaires, constatant qu'ils sont aptes à un service de jour et de nuit, et qu'ils ont une taille de 1^m, 650 au moins.
- 6^o — Un certificat du dernier employeur (sauf pour les anciens militaires et agents des forces de police ayant quitté leur corps depuis moins de trois mois).
- 7^o — Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou miliciens un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau des performances en usage dans l'armée.

La solde de début est de 3.000 francs par an.

Les demandes accompagnées des pièces réglementaires doivent être adressées au chef du bureau principal des douanes de Lomé.

DOMAINES

AVIS

de vente aux enchères publiques

Il sera procédé le samedi 26 septembre 1936 à 10 h. du matin, en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur des quatre derniers lots n° 19 à 22, compris dans le lotissement d'une partie des terrains domaniaux dit « de l'internat » situé à Lomé, au nord-ouest de la place des fêtes et constituant les anciennes parcelles n° 298/99 et 297/100 du plan de Lomé. — Ces terrains sont immatriculés au livre foncier du cercle de Lomé, avec plus grande étendue, sous le n° 511.

N° du lot	superficie	mise à prix
19	6 a 30	5.700 fr.
20	6 a 30	5.700 fr.
21	6 a 30	5.700 fr.
22	6 a 30	5.700 fr.

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le journal officiel portant insertion du présent avis.

Pour communication du cahier des charges, consultation des plans et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 8 juillet 1936.

Le receveur des domaines,
PEYROTTE.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 999, déposée le 27 juin 1936 le sieur Paul Tévi Lassey profession d'employé de commerce, demeurant à Guama (Togo Britannique) et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel sont élevées six constructions bâties en briques, couvertes en tôles, comprenant un rez de chaussée, à usage d'habitation; d'une contenance totale de 5 ares 93 centiares, situé à Lomé (quartier n° 6), commune mixte de Lomé cercle du sud et borné au nord-ouest par la rue d'Italie, au nord-est par terrain Adjangba et Adama Félix, au sud-est par la route de Bè, au sud-ouest par un angle situé entre la rue d'Italie et de la route de Bè.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

Par arrêté du :

25 juin 1936. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Pierre d'ALMEIDA, employé de commerce, demeurant à Atakpamé, cercle du centre, d'un terrain domanial de la contenance de six ares onze centiares, sis à Lomé cercle du sud constituant le lot n° 14 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé. Vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de neuf mille deux cent vingt cinq francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Arsu AGBEHONOU, cultivateur-propriétaire, demeurant et domicilié à Bagida, cercle du sud, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre vingt cinq sis à Lomé cercle du sud constituant le lot n° 15 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé. Vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille huit cent cinquante francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur KUNAKÉ ARSU KPLAKA, cultivateur-propriétaire, demeurant et domicilié à Bagida, cercle du sud, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quarante neuf sis à Lomé cercle du sud constituant le lot n° 16 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé. Vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille six cent cinquante francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Clément FANDALOR, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, cercle du sud, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares soixante sept sis à Lomé, cercle du sud, constituant le lot n° 17 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé Vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille cinquante francs.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Michel POGNON, instituteur à l'école régionale en service à Atakpamé, cercle du centre, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre vingt six, sis à Lomé, cercle du sud, constituant le lot n° 18 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé Vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de sept mille sept cents francs.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

MAI 1936

Climatologie (1)

DATES	LOME			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	10,5	26,0	84	97,7	28,8	84	72,5	28,4	78	85,8	26,1	83	61,0	25,5	63	62,7	26,2		25,3	24,3	79	63,0	27,5	60	90,2	28,0	68
2	10,3	26,0	79	98,2	28,1	74	72,3	28,0	76	84,0	27,8	70	62,6		74	62,6	27,4		25,7	25,0	80	69,0	28,3	67	95,0	29,8	60
3	10,0	28,2	83	93,7	29,6	82	72,3	27,7		85,4	27,7	78	62,6		78	63,7	28,1		25,9	22,0	86	63,8	26,0	77	98,3	25,0	81
4	10,1	27,2	84	98,8	28,8	75	72,2	28,6	69	84,6	27,9	82	61,8	26,8	78	61,0	27,3		25,3	26,3	70	64,3	28,5	60	94,9	28,7	65
5	00,1	28,3	82	98,1	30,3		72,6	28,7	66	83,9	20,1	67	61,0	27,0	67	61,8	28,0		24,5	25,8	83	62,3	29,2	62	95,8	29,1	65
6	00,0	25,5	92	98,6	26,4	86	73,7	25,8	81	84,0	25,8	84	61,8	24,3	73	62,3	25,2		25,1	24,7	88	62,3	26,3	60	94,7	29,0	64
7	00,5	26,0	78	97,5	28,5	76	71,4	28,2	66	83,0	27,0	73	60,7	26,4	67	61,7	27,6		24,8	25,2	70	61,0	28,4	66	94,1	29,5	63
8	09,7	26,7	81	97,4	28,4	83	71,1	28,9	80	84,5	27,0	76	61,5	24,0	78	62,2	25,6		25,7	23,1	82	62,7	26,8	71	97,4	26,8	80
9	10,6	28,6	80	98,3	28,3	80	73,3	28,0	75	85,1	27,0	79	62,3	26,3	78	62,7	27,2		28,0	28,0	80	63,5	28,3	75	97,0	28,2	76
10	11,8	27,5	81	99,8	29,5	82	73,3	28,0	85	86,1	28,2	80	63,3	26,2	76	64,2	25,5		26,8	24,6	90	64,5	25,5	76	90,5	27,5	70
11	11,1	26,4	89	98,0	27,6	70	71,8	29,7	76	86,9	26,8	78	63,3	26,1	72	63,0	26,1		26,0	23,8	83	64,2	26,7	71	95,3	27,5	74
12	11,1	26,3	85	98,5	28,0	79	71,8	27,8	70	85,8	27,8	73	62,6	26,9	67	63,5	26,7		25,7	25,1	84	63,1	26,8	74	97,8	29,2	71
13	11,1	26,0	88	98,2	28,1	86	71,3	27,0	80	85,3	27,0	78	62,6	26,7	81	62,6	27,2		25,5	24,0	84	63,1	28,5	72	96,0	29,2	71
14	11,8	26,7	88	99,0	28,2		72,3	28,6	80	86,3	29,3	86	62,0	26,4	76	63,0	28,2		25,0	25,9	83	62,7	28,8	81	97,8	29,4	69
15	11,7	27,4	87	99,3	30,0	75	72,6	28,5	82	89,1	28,3	78	63,7	26,0	60	63,1	27,1		26,5	23,3	83	63,0	25,0	72	99,3	28,5	55
16	11,1	27,7	86	99,8	29,5	74	72,7	28,6	84	86,1	27,7	77	63,5	27,1	78	63,8	28,0		25,9	25,3	89	63,1	27,3	84	99,8	27,0	56
17	11,7	27,3	84	98,6	29,1	75	71,7	27,7		84,2	27,5	76	62,7	27,0	73	63,4	26,6		25,6	24,4	81	62,1	26,9	79	98,3	29,2	59
18	10,6	27,0	83	98,6	30,1	63	71,3	28,8	95	85,1	28,8	84	62,2	23,6	85	63,4	26,8		25,7	25,5	83	62,7	28,4	73		28,0	71
19	11,0	27,2	80	99,2	29,1	75	72,5	28,2	96	86,0	27,0	87	63,4	25,2	87	63,8	26,2		27,1	24,9	84	64,6	27,5	74	98,7	28,7	71
20	11,9	27,2	85	99,0	28,2	76	73,1	27,8	90	86,5	26,8	79	62,6	24,9	70	64,5	28,5		27,3	23,6	80	65,0	27,0	70	98,6	28,6	69
21	11,4	27,1	82	99,1	29,4	75	71,1	27,6	88	86,1	25,6	78	63,0	26,2	81	63,4	28,2		26,8	27,2	75	63,7	29,7	68	99,0	31,7	66
22	12,2	27,9	88	98,7	29,0	78	73,0	28,5	88	86,0	27,8	76	63,3	26,8	74	63,9	28,1		27,2	26,6	78	63,9	30,0	75	97,9	28,8	71
23	13,0	26,0	87	98,7	26,0		73,0	26,0	79	88,5	25,0	77	61,7	23,8	82	65,0	24,3		27,1	23,0	88	65,5	25,5	74	91,1	26,4	82
24	12,9	26,0	83	99,6	28,1	81	71,7	28,3	91		26,8	79	64,6	28,6	73	64,7	26,4		27,5	24,1	88	66,7	28,2	77	90,7	27,2	70
25	12,3	27,0	88	99,6	28,5	80	71,7	28,6	74	86,7	28,5	82	62,6	26,0	76	64,1	27,3		26,9	25,7	80	63,9	29,0	70	97,3	28,7	70
26	12,0	26,0	83	99,7	26,9	86	73,0	27,8	75	87,1	27,2	79	63,7	25,9	78	64,0	26,7		26,8	23,6	90	64,0	26,4	75	98,7	27,5	82
27	13,1	26,3	87	91,0	29,2	80	72,6	28,6	81	88,1	28,2	80	63,9	26,4	78	64,7	27,2		27,0	25,1	84	66,5	26,1	70	99,1	26,5	75
28	13,4	26,0	89	91,8	27,2	88	73,1	27,0	92	88,6	27,6	87	63,9	25,3	85	65,0	26,0		27,7	25,1	85	65,4	26,0	76	99,9	27,7	78
29	13,4	26,8	87	91,4	26,4	82	73,7	25,2	81	88,1	26,3	87	63,0	23,7	89	65,4	23,5		28,3	23,9	82	65,4	27,1	66	99,5	28,0	74
30	12,7	26,0	90	90,5	29,3	76	72,9	28,0	93	87,0	27,8	80	63,4	25,2	78	65,3	25,8		26,9	24,8	88	64,6	28,3	71	98,5	27,7	73
31	12,9	27,4	85	91,0	28,3	79	73,0	26,8		87,8	27,0	87	63,7	25,2	77	64,2	27,6		25,8		90	64,3	28,6	72	97,9	27,0	68
Moy.	11,4	27,0	85	99,4	28,4	79	72,3	27,7	81	86,0	27,4	79	62,0	25,5	77	63,7	26,7		26,3	24,8	84	63,9	27,5	73	97,8	28,3	70

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1		11,3		3,5		30,5			2,3						
2									1,2						
3		39,0		G		9,5	3,5	20,0	15,5			0,5		49,9	10,1
4		3,3	G	G										2,3	
5		4,4							2,2		14,2	G			
6	22,0	39,0	25,0	19,0	10,0	20,0	6,7	3,6				9,9	20,0		
7	1,1						24,0	10,2	15,3	47,2	3,4			10,0	
8	0,8	2,4		7,0	4,5	18,0						18,7			
9	G	26,9			15,5		1,3	3,0		5,0		9,8			
10		14,7	2,5	15,0	11,0	2,5	0,6	2,4	13,5	3,0	21,8	10,4	27,5	G	
11															
12			G												
13				5,0	4,5								0,5		
14				3,0			G		3,7	15,6	4,2				
15			G								3,3	12,5			
16						13,0	8,6		3,6			G			
17					21,5					2,5				21,6	11,5
18			1,3	16,0	29,5		0,7	24,0	5,3	3,7	18,9	G			
19	13,0	1,0		16,5	17,0	1,5	G	8,3						G	
20			2,0									G	9,4		
21	G			34,0							5,0				
22	G	44,5	67,7		22,5		9,6	7,5	33,8	38,7	28,5			12,6	13,6
23	38,0					36,0						34,1			
24			6,0									1,3			
25		6,7							7,5	11,2	26,5			37,7	
26	23,2	30,8	G					2,0					25,0		
27		1,0	36,8		23,5								7,5	5,8	15,5
28	11,5	47,2	17,7	31,0		12,0	1,9	6,7	3,5		34,0	G			
29	99,0	2,0	3,0		3,0				2,5	G					
30	14,5	2,6	21,3				G		5,2			G			
31	G									25,0	38,0		22,5		
TOTAL	223,1	276,8	183,3	150,0	162,5	143,0	56,9	87,7	115,1	151,9	197,8	101,5	152,4	139,9	50,7

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

Etude de M^e Raymond Viale, avocat-défenseur à Lomé

M. Michel BEGUIN, syndic de la faillite Raymond SHIDIAK, nommé par jugement du 20 février 1935 du tribunal de Cotonou, déclare que le certificat d'inscription de droit de superficie grevant le titre foncier n° 59 d'Anécho, appartenant à l'indivision familiale LAWSON, a été égaré.

Première insertion conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

J'ACHÈTE

LES TIMBRES-POSTE OBLITERES,

Ou je les échange contre des objets de valeur.

F. BELLAMY

LANTA — Hte. Garonne.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France